

## AVIS PUBLIC

### AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

#### **SECOND PROJET DE RÈGLEMENT 01-274-18 INTITULÉ : RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE (01-274) QUANT AUX HAUTEURS EN ÉTAGES ET EN MÈTRES AUTORISÉES DES DEUX CÔTÉS DE LA RUE LAJEUNESSE, ENTRE LE BOULEVARD CRÉMAZIE ET LA RUE FLEURY**

#### **1. Objet du projet et demande d'approbation référendaire**

À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 1<sup>er</sup> mai 2006, le conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville a adopté lors de la séance ordinaire du 1<sup>er</sup> mai 2006, le second projet de règlement 01-274-18 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274) lequel est intitulé tel que ci-dessus.

L'objectif de cet amendement au règlement d'urbanisme est de rehausser de deux à trois le nombre d'étages minimum autorisé, de réduire de quatre à trois le nombre d'étages maximum autorisé et d'ajuster les hauteurs en mètres selon le nombre d'étages autorisé et ce, pour les deux côtés de la rue Lajeunesse, entre le boulevard Crémazie et la rue Fleury.

Ce second projet contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées des zones visées et des zones contiguës afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Ainsi, une demande relative à la disposition ayant pour objet de :

- rehausser de deux à trois le nombre d'étages minimum autorisé;
- réduire de quatre à trois le nombre d'étages maximum autorisé;
- ajuster les hauteurs en mètres selon le nombre d'étages autorisé;

peut provenir des zones visées 0365, 0369, 0433, 0439, 0452, 0460, 0479, 0487 et 0520 ainsi que des zones contiguës 0299, 0316, 0360, 0363, 0402, 0411, 0419, 0434, 0441, 0451, 0464, 0554, 0557, 0564 et 0594.

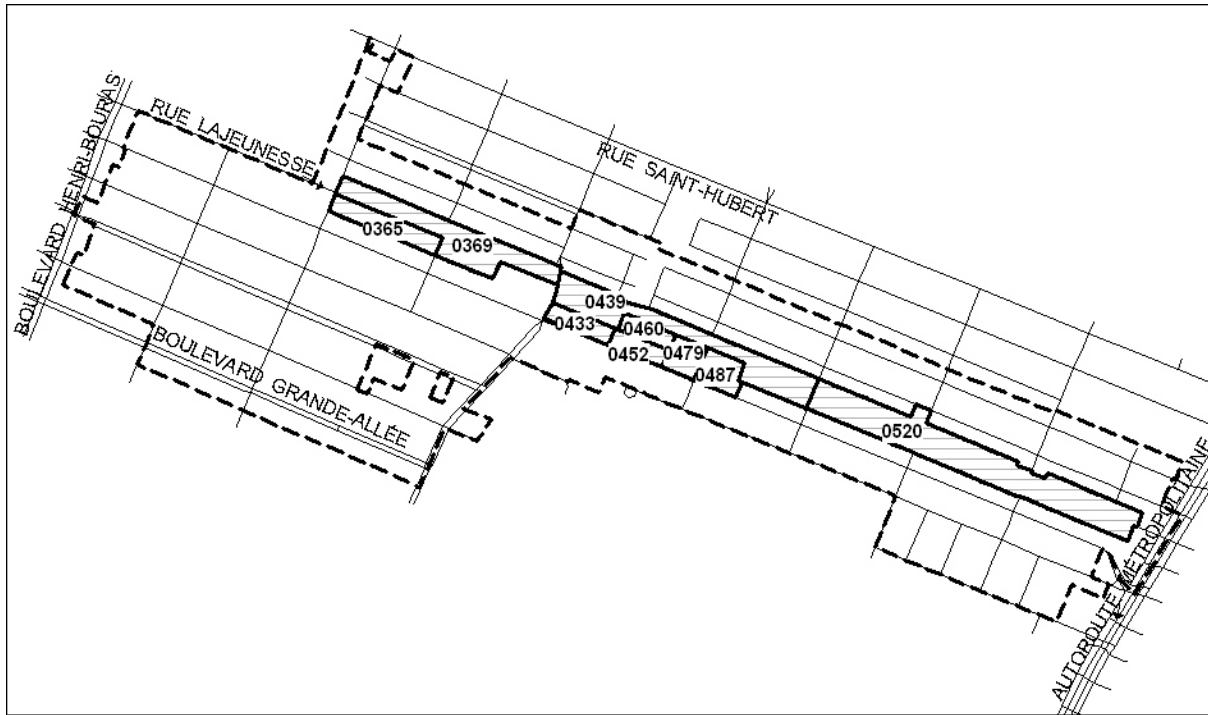
Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celle de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

#### **2. Description des zones**

Les zones ainsi touchées par cet amendement sont les zones 0365, 0369, 0433, 0439, 0452, 0460, 0479, 0487 et 0520 et leurs zones contiguës.

L'illustration par croquis des zones visées et contiguës peut être consultée au bureau du secrétaire d'arrondissement durant les heures normales de bureau.

Cependant, le territoire visé par le présent avis est montré ci-dessous :



### 3. Conditions de validité d'une demande

Pour être valide, toute demande doit :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;
- être reçue au bureau du secrétaire d'arrondissement au plus tard le 23 mai 2006;
- être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.

### 4. Conditions pour être une personne intéressée à signer une demande

4.1 Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 1<sup>er</sup> mai 2006 :

- être domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande;
- être domiciliée depuis au moins six mois au Québec; ou

4.2 Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 1<sup>er</sup> mai 2006 :

- être propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins douze mois; ou

4.3 Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 1<sup>er</sup> mai 2006 :

- être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins douze mois;
- être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins douze mois comme celui qui a le droit de

signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Dans le cas d'une personne physique, il faut qu'elle soit majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Dans le cas d'une personne morale, il faut :

- avoir désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui le 1<sup>er</sup> mai 2006 est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi;
- avoir produit avant ou en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

## **5. Absence de demandes**

Toutes les dispositions du second projet de règlement 01-274-18 qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

## **6. Consultation du projet**

Le second projet de règlement 01-274-18 ainsi que l'illustration des zones peuvent être consultés au bureau du secrétaire d'arrondissement situé au 10794, rue Lajeunesse, Montréal, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 16 h 30.

DONNÉ à Montréal, ce quatorzième jour de mai deux mille six.

Me Sylvie Parent  
Secrétaire d'arrondissement